

BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 7 février 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 7 8</p> <p style="text-align: center;">21CONV13 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE TOULON - PRESTATIONS DE MAINTENANCE MECANIQUES ET ELECTRIQUES DE POMPAGE DU RESEAU D'ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD,
M. Hubert FALCO, M.
Arnaud LATIL, M. Jean-
Louis MASSON, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX,
M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS, M.
Jean-Sébastien VIALATTE,
M. Gilles VINCENT

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Jean-Pierre GIRAN

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 7 8

BUREAU DU 7 février 2022

**OBJET : 21CONV13 - CONVENTION POUR LA
CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE TOULON
- PRESTATIONS DE MAINTENANCE MECANIKES
ET ELECTRIQUES DE POMPAGE DU RESEAU
D'ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'art L.2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que les prestations de maintenance des équipements mécaniques et électriques de pompage du réseau d'écoulement des eaux pluviales relevant de la compétence communale de Toulon sont exécutées par convention par la Métropole TPM,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin d'uniformiser l'entretien des diverses installations du réseau pluvial sur l'ensemble du territoire toulonnais,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/Le Revest), cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande conclu pour une durée initiale de 1 an reconductible 3 fois 1 an,

CONSIDERANT que les masses annuelles sont réparties entre la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/Le Revest) de la façon suivante :

- Minimum annuel : 10 000 € HT,
- Maximum annuel : 40 000 € HT,

Réparti comme suit :

- Métropole TPM (Antenne Toulon/Le Revest) :
Masse minimum annuelle : 9 000 € HT,
Masse maximum annuelle : 36 000 € HT,
- Commune de Toulon :
Masse minimum annuelle : 1 000 € HT,
Masse maximum annuelle : 4 000 € HT,

CONSIDERANT que chaque membre du groupement gère, à la notification du marché, l'exécution intégrale de son marché,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commandes relatif aux prestations de maintenance des équipements mécaniques et électriques de pompage du réseau d'écoulement public des eaux pluviales pour la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/ Le Revest).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 7 février 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
~~Ancien Ministre~~



POUR : 13
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0





**21CONV13-CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2113-6 DU CODE
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Prestations de maintenance des équipements mécaniques et électriques de pompage du réseau d'écoulement des eaux pluviales de la Métropole pour le groupement de commande Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon / le Revest) et la commune de Toulon.

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	5
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	5
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT	6
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	6
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION	6
11 – LITIGES	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Toulon, représenté par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, agissant par décision du Bureau Métropolitain en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2311-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant les **Prestations de maintenance des équipements mécaniques et électriques de pompage du réseau d'écoulement des eaux pluviales** pour la Commune de TOULON et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne TOULON/LE REVEST).

Le groupement est rendu nécessaire par le fait que les prestations de maintenance des équipements mécaniques et électriques de pompage du réseau d'écoulement des eaux pluviales relevant de la compétence de la commune de Toulon sont exécutées par convention par la Métropole TPM: Antenne de Toulon qui agit pour le compte de la Ville de Toulon. La solution du groupement simplifie l'exécution des prestations d'entretien, un même prestataire permet de coordonner et de maintenir une uniformité dans l'entretien des diverses installations du réseau pluvial sur l'ensemble du territoire toulonnais. De plus, les prestations relevant de la Commune représente une masse infime au regard de l'estimation du marché

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **Prestations de maintenance des équipements mécaniques et électriques de pompage du réseau d'écoulement des eaux pluviales** pour la Commune de TOULON et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne TOULON/LE REVEST) passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 (ACC) du Code de la commande publique.

Ce marché sera conclu sera d'une durée d'un an reconductible 3 fois 1 an.

Les masses annuelles sont réparties entre la Métropole TPM (Antenne TOULON/LE REVEST) et la Commune de la façon suivante :

Minimum annuel en € HT : 10 000 Maximum annuel en € HT : 40 000

-Métropole TPM (Antenne TOULON/LE REVEST) :

Masse minimum annuelle : 9 000€ HT

Masse maximum annuelle :36 000 € HT

-Commune de Toulon :

Masse minimum annuelle : 1000 € HT

Masse maximum annuelle :4000 € HT

Pour le groupement, le total estimatif pour la durée du marché est : 136 120,00 € HT réparti comme suit :

Montant DPGF: 10 325,00 x 4= 41 300,00 €HT

Montant BPUF: 23 705 ,00 x 4= 94 820,00 € HT

Montant total: 34 030,00 x 4= 136 120,00 € HT

Montant total pour la durée du marché: 163 344,00 € TTC

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- répondre aux questions des candidats ;
- rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera l'accord-cadre concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la

sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

<p>Pour la Commune de Toulon,</p> <p>L'Adjoint au Maire,</p> <p>Robert CAVANNA</p>	<p>Pour la Métropole TPM</p> <p>Le Président</p> <p>Hubert FALCO</p>
--	--